



Nouveau Parti Socialiste

**Résumé de la contribution générale
présentée par Benoît Hamon et Henri Emmanuelli**

La France attend un message d'espoir. Aujourd'hui, la pensée dominante libérale présente les régressions sociales comme des réformes et les justifie par un discours sur le prétendu déclin français. Elle provoque la résignation et le désenchantement des citoyens. En effet, le modèle néo-libéral, fondé sur le dogme du libre-échange et imposé par la droite, se révèle incapable de résoudre les crises majeures (financière, alimentaire, énergétique, écologique) qui bouleversent le monde et marquent l'entrée dans le 2^e âge de la globalisation. Il échoue autant à répondre à la demande sociale des sociétés occidentales qu'aux nécessités de développement au niveau mondial. Alors que la droite démantèle la puissance publique, **les socialistes doivent au contraire proposer un État régulateur et innovateur comme réponse à l'urgence sociale, économique et écologique.**

Pour cela, la gauche européenne doit se rénover et tenir compte de ses 13 défaites lors des 15 derniers scrutins nationaux. L'orientation social-libérale des années 1990, impulsée par Blair et Schröder, aboutit à une impasse : elle a détourné le vote ouvrier et populaire, réduit le poids total de la gauche, pour finalement l'éloigner durablement des responsabilités. Cet échec est significatif : **l'avenir du PS ne peut pas être le passé de la social-démocratie européenne.**



Le monde a changé. Les socialistes ne peuvent plus se contenter de rejoindre la droite sur la finalité et le contenu des grandes réformes structurelles. Au contraire, **la gauche doit renouer avec le dynamisme des grands mouvements sociaux, et s'inspirer de la créativité des mobilisations d'aujourd'hui**, des débats sur la régulation et les protections en Amérique du Nord, comme de l'espérance levée par les peuples, notamment en Amérique du Sud. Malgré les crises, des marges de manœuvre existent pour proposer une politique alternative qui permette d'inventer de nouveaux droits et d'élargir l'espace de nos libertés.

Nos défaites répétées aux élections nationales nous imposent de changer notre offre politique et de renouveler les équipes. C'est pourquoi, lors du prochain congrès, il nous faut éviter de proposer les mêmes orientations stériles et de nous replonger dans des batailles de personnes comme celles du congrès de Rennes. **Les électeurs de gauche méritent mieux qu'un PS déchiré par les ambitions présidentielles.** Débattons avant de choisir un chef de file. **Le congrès du PS doit être le congrès de l'anticipation et de la relance.** L'élection de Nicolas Sarkozy est l'aboutissement d'une défaite culturelle de la gauche. Notre responsabilité est d'anticiper la France de l'après Sarkozy, une France où les inégalités sociales se seront creusées et où les instruments de régulation et de redistribution seront affaiblis. Il est temps aujourd'hui pour les socialistes de **forger les idées et les outils qui nous permettront de conduire demain des politiques à la hauteur de nos ambitions** : en un mot, **d'inventer une politique qui remette le progrès au service de l'humanité.**

Epargnons-nous pour une fois les **faux débats**. Nous avons maintenant un socle commun, la nouvelle Déclaration de principe du PS, acceptée par tous, qui montre bien qu'il est malhonnête et artificiel de vouloir ériger des clivages entre partisans et adversaires de l'économie de marché, modernes et archaïques, leveurs de tabous et timides dogmatiques, individualistes et collectivistes... Dans un contexte de confusion idéologique, les socialistes doivent avoir aujourd'hui conscience que l'espoir ne peut venir que d'une gauche moderne et progressiste

qui mette en avant le combat pour la justice sociale, l'égalité, la régulation du marché, et qui assume le clivage gauche / droite.

Le congrès de Reims doit être l'occasion de s'interroger sur les finalités politiques du PS : pour cela, il nous faut sortir du dilemme entre abdication politique et nostalgie idéologique.

Nous devons d'abord affirmer clairement que nous faisons **le choix de la régulation plutôt que de l'adaptation**. Les socialistes doivent refuser le renoncement et cesser d'intérioriser le discours sur la « modernisation », fondé sur les prétendus « impératifs de la mondialisation » et les « exigences de la compétitivité ». Même les instances internationales qui ont organisé la dérégulation et la libéralisation des échanges admettent aujourd'hui qu'un développement durable et solidaire nécessite un État fort, régulateur, c'est-à-dire que le politique doit primer sur l'économique. Les crises actuelles nous montrent que **le libre-échange ne peut pas être un dogme intangible**, et que le protectionnisme ne peut pas être assimilé à de la xénophobie. Il est temps d'admettre qu'il faut adapter l'économie aux exigences des peuples plutôt que l'inverse. La catastrophe écologique annoncée démontre la nécessité du changement. En effet, la crise écologique actuelle a pour origine d'une part la généralisation du modèle de développement des pays capitalistes les plus avancés et, d'autre part, l'incapacité du capitalisme financier et de l'économie de marché dérégulée à agir sur le long terme pour préserver des biens qui ne peuvent être purement marchands (environnement, santé...). Alors que la conscience d'une limite finie à l'humanité ressurgit, les socialistes doivent admettre que seule la régulation politique peut faire passer l'intérêt pour l'homme avant l'intérêt pour l'argent.

Parce qu'aujourd'hui un français sur huit est pauvre selon les statistiques européennes, **la question sociale doit redevenir centrale dans le projet politique des socialistes**. La stagnation du pouvoir d'achat révèle que la pauvreté touche de plus en plus les travailleurs qui subissent les bas salaires, le chômage et l'intermittence de l'emploi. Le creusement des inégalités s'accompagne de la permanence des phénomènes de reproduction sociale et frappe particulièrement la jeunesse actuelle : celle-ci subit un véritable déclassement, renforcé par les phénomènes de ségrégation territoriale et les discriminations. Alors qu'elle était au pouvoir, la gauche n'a réussi ni à réduire et anticiper les inégalités, ni à préserver notre modèle social et ses mécanismes de solidarité. Notre responsabilité est donc de renouer maintenant avec la philosophie du progrès.

C'est pourquoi les socialistes doivent **reprendre la bataille des idées**. La victoire de l'idéologie néo-libérale, revendiquée par la droite française, est fondée sur la culpabilisation, la division et la criminalisation de ceux qu'elle abuse : ainsi les travailleurs, l'État-Providence, les acquis sociaux seraient responsables de la crise actuelle. Dans le même temps, les salariés ne peuvent que constater l'échec de la gauche à proposer une alternative à un processus qu'ils ont parfois intériorisé. Dans ces conditions, comment combattre l'idée que toute action collective serait vaine ? Le PS doit renouer avec sa base sociale en régénérant le clivage gauche / droite et en refusant les compromis qui mènent inexorablement à l'alignement sur les positions des conservateurs. Pour cela, il faut du courage et de la volonté, à la fois pour résister aux constants anathèmes des libéraux et pour combattre la dérive d'une certaine gauche qui, en prétendant rompre avec le passé, sert en fait les intérêts de la droite.

Par nos propositions, nous voulons préparer **les terrains de la reconquête**.



D'abord, nous ne devons pas craindre d'affirmer que **le libre-échange est devenu un dogme dangereux** et qu'il faut construire des modèles alternatifs. Il s'agit donc de mettre fin à l'idolâtrie européenne pour le libre-échange – remis en cause partout ailleurs, y compris aux Etats-Unis. Il faut pour cela **promouvoir la préférence communautaire contre les délocalisations et assurer la cohésion européenne**. Pour lever le tabou du libre-échange qui mine la social-démocratie européenne, nous devons revenir aux principes défendus par les pères fondateurs de l'Europe. C'est pourquoi nous proposons :

- *d'activer le tarif extérieur commun*, inscrit déjà dans le traité de Rome de 1957, afin de lutter contre le dumping social et environnemental ;
- de *baisser les taux européens* (l'euro fort pénalise les exportations et encourage une concurrence déloyale au sein du marché intérieur) et de confier le contrôle total de la politique de change au conseil de l'Eurogroupe et non plus à la BCE ;
- *d'harmoniser les normes fiscales et sociales* en créant un *serpent fiscal européen*, en imposant les valeurs contenues dans la *Charte des droits fondamentaux*, et en instaurant un *salair minimum européen* ;
- de *créer une Communauté européenne de la recherche et de l'innovation* (CERI), sur le modèle de la CECA, pour impulser de nouveaux projets (énergie, nouvelles technologies, transport).

Dans le même temps, une fois revenus au pouvoir, nous devons **soutenir l'investissement et relancer la politique industrielle** en France. La faiblesse de l'économie française est avant tout liée à la panne de l'investissement public et privé. Tout le secteur industriel est touché car les PME françaises sont surtout les sous-traitantes des grandes entreprises stratégiques qui n'investissent pas. Nous devons donc repenser la stratégie industrielle de la France :

- en *réaffirmant le rôle de la puissance publique* et en rappelant ses succès passés (Airbus, Arianespace, EDF, SNCF-TGV...);
- en *confiant à l'État la mission de préparer l'après-pétrole*, car le secteur privé ne pourra prendre en charge de nombreux investissements qui seront lourds et peu rentables ;
- en *permettant à l'État d'intervenir dans le capital de certaines entreprises stratégiques cotées* grâce à l'échange d'obligations d'État contre des actions, par le biais de la Caisse des dépôts et consignations ;
- en *étudiant l'opportunité de créer un fonds souverain français*, abondé par les ressources issues d'un pôle énergétique.

Ces nouvelles orientations économiques en faveur de la croissance nous permettront de mener **une nouvelle politique sociale**. La première ambition des socialistes doit être, en effet, de **rétablir la justice fiscale**. La politique de défiscalisation de la droite a réduit fortement le caractère redistributif des impôts en France. Pour y remédier, nous proposons 5 mesures :

- un *grand impôt progressif sur le revenu* assis sur une assiette large, avec un nombre de tranches plus élevé et le réexamen de toutes les niches fiscales ;
- un *abattement pour les ménages modestes*, qui remplacerait la prime pour l'emploi et le RSA ;
- une *CSG entreprise*, assise sur la valeur ajoutée, pour remplacer l'actuelle cotisation patronale, qui pèse sur les salaires, et élargir l'assiette de financement de la protection sociale ;
- une *baisse de la TVA* pour limiter la part des impôts indirects ;

- la *création d'impôts progressifs départementaux et régionaux* et l'instauration de *la péréquation fiscale* entre les collectivités, par le partage intégral de la taxe professionnelle.

Il faut, dans le même temps, **relancer le pouvoir d'achat des salariés et des retraités**. Les socialistes ne peuvent accepter que la part des salaires dans la valeur ajoutée soit passée de 75 % en 1983 à 65 % aujourd'hui. Pour augmenter les salaires, nos propositions sont les suivantes :

- *indexer les salaires sur les prix* ;
- *montrer l'exemple dans la fonction publique* en revalorisant ainsi plus d'un salarié sur cinq ;
- *organiser une conférence salariale nationale* ;
- *revaloriser les minimas conventionnels*.

Les socialistes doivent aussi se préoccuper des retraités en garantissant le financement et le niveau des pensions. L'allongement de la durée de cotisation n'aboutira qu'à une baisse du niveau des pensions car les départs à la retraite se font en moyenne à 58,5 ans. Nous voulons au contraire :

- *étendre l'assiette de financement* ;
- *taxer les stock-options* ;
- *mettre en place la CSG entreprises* pour que les profits financent la protection sociale.

Le projet social des socialistes doit aussi penser de **nouveaux droits pour la jeunesse**. L'urgence est grande car, pour la première fois, une génération a pour horizon de vivre moins bien que la précédente. Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est bien l'autonomie et l'insertion des jeunes dans la société. Alors que la plupart des emplois qui seront créés dans les années à venir nécessiteront un haut niveau de qualification, le système éducatif s'est massifié sans se démocratiser : la moitié d'une classe d'âge travaille à la sortie du lycée ou dès 16 ans ; chaque année 100 000 jeunes quittent l'école sans diplôme. Pour permettre l'accès de tous à l'éducation et à l'acquisition de qualifications, nous voulons *élaborer un statut social pour les jeunes en formation et l'assortir d'une aide financière, l'allocation autonomie*.

Pour assumer notre ambition de régulation de l'économie, nous devons par ailleurs **réinventer les moyens de l'action politique**. Dans la France de l'après Sarkozy, il faudra d'abord **reconstituer les marges de manœuvres de la puissance publique**. Nous proposons donc :

- de *mobiliser l'épargne abondante* qui existe en France par *l'emprunt d'État*, grâce à l'émission d'obligations d'État ;
- de *redéployer le paquet fiscal* vers l'investissement public, l'innovation, la recherche, la santé, l'éducation et le développement durable ;
- de *dégager*, grâce à notre projet de réforme fiscale, *des recettes nouvelles*.

Les socialistes doivent ensuite **imaginer de nouvelles socialisations et développer les services publics**. Il faut pour cela rompre avec le tabou de l'intervention et de la propriété publique, car le bilan des privatisations nous montre bien que seule la puissance publique peut garantir l'intérêt général. Cela passera par le redéploiement des moyens et la réhabilitation de la bonne dépense publique. Il faudra :

- *bâtir un pôle public de l'énergie*, pour assurer la sécurité d'approvisionnement, l'accès de tous à une énergie à prix modéré et l'investissement dans les énergies propres, à partir de trois piliers (électro-gazier, nucléaire et pétrolier) ;
- *créer un service public local de l'eau*, pour lutter contre la situation actuelle d'oligopole, en aidant les collectivités qui s'engagent dans la voie du retour en régie publique ;
- *mettre en place un pôle financier public* pour soutenir l'investissement, à partir de la Caisse des Dépôts et Consignations, dans le but d'en faire un véritable *fonds souverain*.

Enfin, la Gauche devra **investir dans des services publics efficaces et accessibles**, avec pour priorités :

- des *transports* collectifs efficaces, propres et accessibles à tous ;
- un *service public de la petite enfance* pour engager la construction massive de crèches ;
- un *service public de l'habitat et du logement* qui se fixe des objectifs ambitieux : création de 120 000 logements sociaux par an, retour de la Caisse des Dépôts et Consignation dans le système de financement, alourdissement des sanctions en cas de non respect des 20 % de logement social prévus par la loi SRU (alourdissement des pénalités financières et inéligibilité des maires) et généralisation des offices fonciers régionaux.

Toutes ces politiques ne seront possibles que si les socialistes français et européens décident de **changer le cours de la construction européenne**. Depuis 2005, rien n'a changé dans le fonctionnement de l'Union européenne et la fracture entre les citoyens européens et les institutions européennes s'est aggravée. Pour que l'Union cesse de n'être qu'un espace de dérégulation et de dumping fiscal et social, nous proposons :

- *la révision du pacte de stabilité*, de façon à redonner au politique le contrôle de la politique budgétaire ;
- *la création d'un impôt européen sur les sociétés et le lancement d'un emprunt européen* pour instaurer une solidarité budgétaire, notamment vers les pays les moins développés de l'Union ;
- *la réconciliation de l'Europe et des services publics*, avec un moratoire immédiat sur les libéralisations en cours, le droit pour chaque pays de décider de sa politique en la matière, et une directive-cadre pour définir les principes communs et garantir les possibilités de financement public.

La prise en compte des questions internationales ne peut, par ailleurs, se limiter à l'échelle européenne. Il est temps pour la Gauche de poser les bases d'**une politique étrangère progressiste** fondée sur les principes de responsabilité, de liberté et de solidarité au niveau international. C'est pour cette raison que nous revendiquons le choix du *multilatéralisme*. Ce choix implique, pour la France et l'Union européenne, d'une part de prendre leurs distances avec l'OTAN et les Etats-Unis, et d'autre part de *combattre* l'idéologie du *choc des civilisations*, qui cache mal le retour au droit du plus fort et rend indispensable de repenser le droit d'ingérence dans le cadre du principe du droit à l'autodétermination des peuples. Il faudra pour cela :

- *lutter pour la mondialisation des droits*, en affirmant de nouveaux droits, notamment les droits sociaux, et en obligeant le FMI et la Banque mondiale à respecter ces droits ;
- *transformer les organisations internationales*, en renforçant le poids des pays du Sud, en instaurant une hiérarchie des normes qui place les principes fondamentaux au-dessus des intérêts commerciaux, et en créant un Conseil de Sécurité économique et social au sein de l'ONU et une Organisation mondiale de l'environnement ;
- *promouvoir une autre politique de développement et de coopération*, en augmentant la part du budget consacré à l'Aide publique au développement et en rompant à la fois avec les réflexes néocoloniaux et avec le soutien aux dictatures corrompues.

Parallèlement, la Gauche doit élaborer une **nouvelle politique d'immigration**. Alors que la dérégulation des marchés est à l'origine de l'accroissement des inégalités, de la crise alimentaire, et donc, pour partie, des mouvements massifs de population dans le monde, les conservateurs ferment les frontières et multiplient les mesures policières et sécuritaires aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe. C'est ainsi que la mondialisation libérale organise la misère en même temps qu'elle criminalise ceux qui la fuient. Pour se distinguer de la droite conservatrice, les socialistes doivent construire un discours à la fois réaliste et humaniste sur ce sujet, tout en anticipant le déficit démographique à venir à l'horizon 2050. Pour cela, nous proposons :

- *de fixer un nombre d'immigrés accueillis chaque année* en fonction de trois critères : l'emploi, le regroupement familial et les situations d'urgence ;
- *de régulariser les « sans-papiers » travaillant en France*

- *de régulariser les enfants* inscrits dans les établissements scolaires et leurs familles

Les combats économiques et sociaux doivent enfin s'accompagner du combat pour les libertés et pour **l'approfondissement de la démocratie par l'instauration d'une 6^{ème} République**. La 6^{ème} République que nous appelons de nos vœux doit **réhabiliter la responsabilité politique**. Pour contraindre l'exercice de tout pouvoir au contrôle démocratique, nous faisons le choix du *régime primo-ministériel* et du *renforcement des pouvoirs de l'Assemblée Nationale*. Nous voulons aussi que ce nouveau régime reflète **la diversité de la société française**. Dans ce but, il faudra nécessairement :

- *faciliter l'accès de tous aux fonctions électives* par la constitutionnalisation d'un véritable *statut de l'élu* ;
- *instaurer le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales des étrangers* non communautaires ;
- *renforcer la parité homme / femme* en la rendant obligatoire dans tous les exécutifs, de la Mairie au Gouvernement.

Alors que la politique sécuritaire de la droite depuis 2002 remet en cause **les libertés fondamentales**, nous voulons, nous, les garantir, d'une part en *prenant l'engagement de revenir sur tous les dispositifs liberticides*, et d'autre part en *instaurant l'égalité des droits*, notamment pour les couples homosexuels et les transsexuels.

Le projet socialiste doit aussi avoir pour ambition de **donner un second souffle à la démocratie sociale**. Nous proposons donc :

- de *généraliser le principe de l'accord majoritaire des salariés* ;
- de *défendre le principe de faveur*, reposant sur la hiérarchie des normes, pour protéger le salarié ;
- de *développer le dialogue de branche et territorial pour les salariés des petites entreprises* ;
- d'*instaurer le financement public des syndicats*.

Parce que le progrès social est toujours venu de la présence de la Gauche au pouvoir, parce que nous ne voulons plus vivre les échecs de 2002 et de 2007, nous voulons construire la Gauche du 21^{ème} siècle.

L'union de la Gauche est la seule méthode. Il est donc primordial de veiller à la qualité des relations entre les radicaux, les socialistes, les communistes et les verts. C'est pour cela que **nous en appelons à la création d'un « Parti de la Gauche »**, pour reconquérir l'électorat populaire et pour reconquérir le pouvoir. Tout en respectant l'histoire et l'identité de chacun, ce nouveau « Parti de la Gauche » doit se faire sur des bases claires et solides :

- le *refus de tout renversement stratégique d'alliance*, et donc d'alliance au centre ;
- l'affirmation que nous n'avons *pas d'ennemis à gauche* ;
- l'élaboration d'*axes programmatiques* ;

- un accord sur les conditions de *préparation des élections à venir* ;
- un accord sur les *mécanismes de décision au sein du futur parti*.

Le « Parti de la Gauche » ne pourra arriver au pouvoir et impulser une véritable transformation sociale qu'à deux conditions : il doit parvenir à *mobiliser autour de son programme les acteurs sociaux, associatifs et syndicaux* ; il doit *donner à sa démarche une dimension internationale* pour changer le cours de la mondialisation.

La modernité, c'est anticiper le post-libéralisme, construire la gauche du XXI^e siècle, rendre l'espoir à ceux qui subissent le capitalisme sans règles et réconcilier l'humanité avec le progrès.